

« La décision de Kabila,
c'est aussi la victoire du peuple »

RD CONGO L'historien Isidore Ndaywel se réjouit... et reste vigilant

► Isidore Ndaywel est à l'origine de la Coordination des laïcs chrétiens qui a mené des manifestations pacifiques pour obtenir le respect du calendrier électoral... et de la Constitution.

► L'historien se félicite du pas de côté du chef de l'Etat, même si ce n'est encore, à ses yeux, qu'une « victoire d'étape ».

A lors que le président congolais Joseph Kabila a renoncé à se représenter à l'élection, l'historien congolais Isidore Ndaywel, à l'origine de la Coordination des laïcs chrétiens (CLC) organisatrice des grandes marches pacifiques du début de cette année, se réjouit de ce qu'il appelle « une victoire d'étape ». « Pour nous, l'identité du candidat présenté par la majorité présidentielle est une question secondaire. C'est de la "cuisine interne" et il ne nous appartient pas d'interférer dans le choix des partis politiques. Par contre, nous nous réjouissons du fait que le président Kabila ne sera pas candidat à sa propre succession, qu'il renonce à briguer un troisième mandat. Il s'agit là d'une victoire obtenue grâce à la mobilisation du peuple congolais, de la suite des efforts menés par les leaders religieux, des pressions exercées par la communauté internationale. Un tel résultat mérite d'être salué, car il est encore relativement rare sur le continent africain. »

Le professeur Ndaywel, qui travaille en ce moment sur les processus de résistance mis en œuvre par les Congolais depuis l'époque coloniale, assure qu'« une fois de plus le peuple congolais a démontré sa capacité de résister. Je suis fier d'appartenir à ce peuple qui, par son courage,

a obtenu un tel résultat... Cependant, la lutte continue, car nous voulons arriver à des élections crédibles et inclusives. Or, des acteurs politiques importants demeurent exclus du processus électoral, et nous ne sommes pas d'accord avec l'exclusion de Moïse Katumbi, ni avec le maintien en prison de personnalités politiques comme Diomi Ndongala (leader de la démocratie chrétienne) ou l'avocat de Lubumbashi Jean-Claude Muyambo. Ceux qui sont toujours en prison auraient le droit de se porter candidats, y compris à d'autres scrutins que la présidentielle, et ils en sont empêchés. »

L'historien s'interroge également sur les conditions mêmes de l'organisation du scrutin à venir : « Le fichier électoral reste à nettoyer, conformément aux recommandations de l'Organisation internationale de la francophonie ; plus de dix millions de cartes d'électeurs sont contestables et nous ignorons quel usage on en fera »...

« Ce qui compte, c'est la légitimité »

Le dernier point litigieux, c'est la fameuse « machine à voter » qui a déjà soulevé beaucoup de polémiques : « Il est clair que le peuple n'en veut pas, que cette "machine" n'est pas prévue par la loi et est rejetée par l'opinion. Il faudra résoudre au plus vite cette question. Le combat continue, nous devons demeurer vigilants... »

Au sujet d'une « transition citoyenne » qui passerait par la mise à l'écart du président Kabila, Isidore Ndaywel rappelle « qu'elle n'est pas prévue par la Constitution et ne possède donc pas de base juridique. Par contre, il est possible que des raisons techniques obligent à déplacer la date des élections, que le délai puisse être déplacé de six mois. Cela, nous pourrions le comprendre, à la rigueur. Ce qui compte pour nous, c'est la légitimité. Il faut que ces élections soient incontestables, irréprochables, qu'on en fi-

nisse avec la corruption, que le peuple sorte enfin de la misère. Le peuple congolais mérite de bonnes élections. Les meilleures possible.» ■

COLETTE BRAECKMAN

EN BELGIQUE

Une désignation accueillie avec froideur

C'est le service minimum : par la voix de Didier Reynders, la Belgique s'est contentée de « prendre acte » de la désignation d'un dauphin par Joseph Kabila à l'issue d'une consultation avec la majorité présidentielle. Les responsables congolais sont cependant invités à organiser les différents scrutins (présidentiel, législatif et provinciaux) dans un climat « apaisé » et « inclusif » afin que les résultats soient « crédibles ».

Inquiétudes partagées. La réserve des Belges n'est pas seulement le résultat d'un climat politique demeuré glacial entre les deux pays,

elle est surtout inspirée par des inquiétudes largement partagées, portant sur les mesures de décriminalisation - c'est-à-dire la libération de prisonniers politiques -, sur la participation au scrutin de certains « poids lourds » dont l'exclusion pourrait assombrir le climat général et, plus largement, sur l'organisation de scrutins que le Congo entend prendre en charge seul, c'est-à-dire sans soutien financier extérieur ce qui signifie aussi sans observateurs du bon déroulement des observations.

Rien n'est joué. Mieux que personne, les Belges savent que rien n'est encore joué et que si la présentation du dauphin de M. Kabila a permis de faire baisser la tension intérieure et de réduire la pression internationale, la bonne mise en

œuvre du processus représente un travail de longue haleine. Il faut cependant noter qu'au contraire de la France, qui a salué la « décision courageuse » de Kabila, les Belges se sont même abstenus de féliciter le chef de l'Etat sortant, qui est cependant le premier dans l'histoire du pays à accepter de s'effacer volontairement !

Par la voix de leur ambassadrice à l'ONU Nikki Halley, les Etats-Unis se sont réjouis de la non-candidature de M. Kabila, mais en prévenant qu'il subsistait de nombreux problèmes à résoudre. On attend encore les réactions du côté africain, mais Cyril Ramaphosa, le président de l'Afrique du Sud, est attendu ce vendredi à Kinshasa.

C.B.